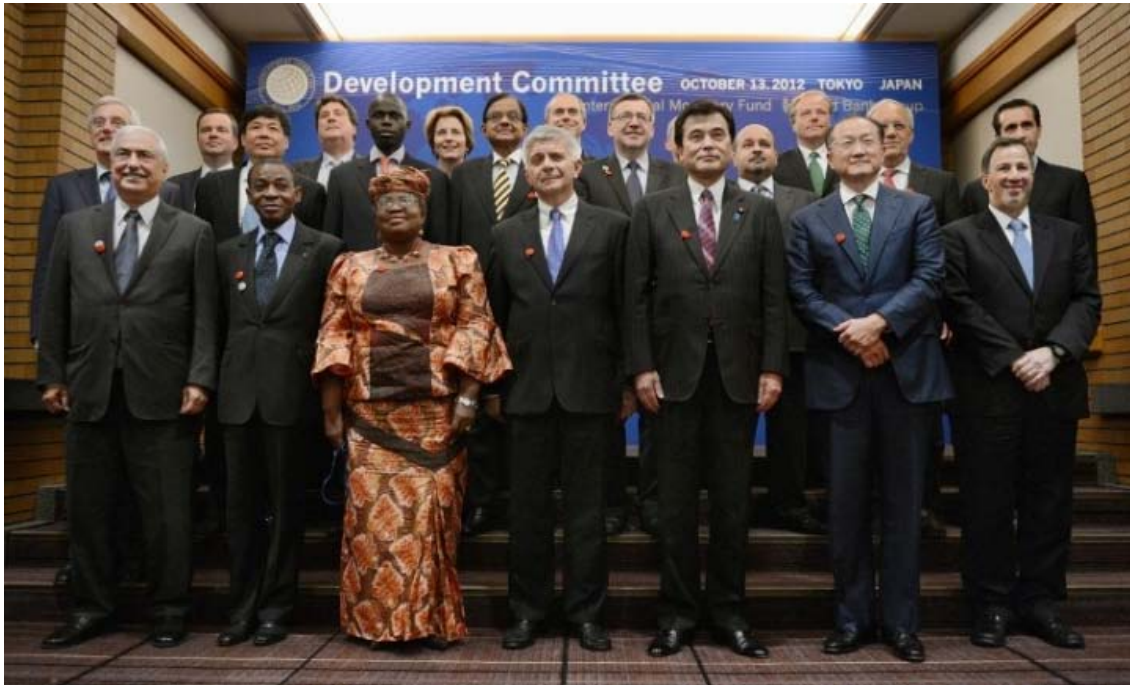


DISCOURS DU MINISTRE CHARLES KOFFY DIBY AU COMITE DE DEVELOPPEMENT DES ASSEMBLEES DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE



Je voudrais me joindre à mes prédécesseurs pour adresser mes sincères félicitations à Dr Kim, pour son élection au poste de Président du Groupe de la Banque mondiale et dire combien nous avons apprécié sa visite le mois dernier dans mon pays la Côte d'Ivoire.

La création d'emplois est plus que jamais un défi majeur pour tous les gouvernements. Les chiffres sont alarmants: environ 200 millions de personnes sont au chômage dans les pays en développement, 1,5 milliard occupent des emplois précaires, et 600 millions d'emplois doivent être créés d'ici 2020 pour répondre à la demande qui ne cesse de croître.

De plus une grande partie des emplois dans les pays en développement est générée par le secteur informel et le taux de chômage des jeunes y est de 2 à 4 fois celui des adultes. C'est pourquoi j'accueille avec beaucoup d'intérêt le rapport sur le développement dans le monde 2013 qui souligne que les emplois ne sont pas seulement le moteur de la réduction de la pauvreté ou un sous-produit de la croissance, mais qu'ils sont structurants en eux-mêmes et favorisent le développement.

Je conviens avec le rapport que si les emplois sont créés principalement par des acteurs privés, le rôle du secteur public demeure important. En effet, ce

secteur doit créer le cadre favorable à l'épanouissement du secteur privé en assurant un cadre macroéconomique stable, des infrastructures de qualité et un climat d'affaires favorable aux investissements.

Dans ce contexte global, l'Afrique Sub-saharienne a ses défis propres à relever. Elle doit mettre en place des politiques visant à accroître la productivité et l'emploi dans le secteur agricole. Elle doit mieux appréhender la problématique des emplois du secteur informel et en conséquence mettre en œuvre des réformes et des politiques visant à augmenter la qualité, la viabilité et la soutenabilité de ces emplois pour le développement.

Nos pays en crise ou vulnérables aux catastrophes appellent des mesures spécifiques de création de bons emplois. S'agissant des questions soumises à nos délibérations, je dois commencer par dire que la Banque mondiale peut et doit jouer un rôle encore plus important dans la promotion d'une croissance inclusive et génératrice d'emplois.

Pour ce faire, elle doit, premièrement, aider ses pays clients à faire de l'emploi un pilier central des politiques de développement. Elle doit ensuite aider ces pays à renforcer leur capacité à collecter et à utiliser efficacement les données pertinentes sur l'emploi dans la formulation de leur politique de développement.

Le Groupe doit notamment aider les Etats à établir les priorités, diagnostiquer les facteurs les plus contraignants, et à renforcer leurs capacités et mécanismes de coordination dans la mise en œuvre des politiques multisectorielles de création de bons emplois. A cet égard, nous exhortons la Banque à placer la question d'emploi au centre des stratégies d'assistance aux pays.

Enfin, étant donné que le secteur informel demeure une source importante d'emplois et de revenus pour de nombreuses familles dans les pays que je représente, notamment pour les femmes et les jeunes, j'invite la Banque à approfondir davantage ses travaux d'analyse du secteur informel pour en permettre une meilleure compréhension et pour orienter les décideurs sur la meilleure façon de cerner et de prendre en compte ce secteur.

Je vous remercie.

Charles Koffy Diby